



DOSSIER SPÉCIAL PHILANTHROPIE

Philanthropie, une passion française

Générosité Dons records, multiplication des fondations, mobilisation des entreprises... Au-delà de la fiscalité, les Français ont tout à gagner à plus de prodigalité.

Ils ne se cachent plus. Désormais, les personnes fortunées, mais aussi les donateurs occasionnels, encouragés fiscalement à plus de générosité, acceptent de témoigner à visage découvert. « *La philanthropie n'a jamais touché autant d'hommes et de femmes qui veulent donner davantage de sens à leur existence* », affirme Francis Charhon, ancien directeur général de la Fondation de France. Ainsi, le mécénat, qui concerne 5,5 millions de foyers fiscaux donateurs en France, n'est plus « *le domaine réservé des grandes fortunes* » ou encore ce « *salon de charité réservé aux personnes bienveillantes et soucieuses de postérité* ».

L'âge moyen des donateurs est de plus en plus bas. Pour la première fois, l'an dernier, les moins de 30 ans ont donné davantage que les plus de 70 ans en proportion de leurs revenus. Malgré la morosité économique ambiante, le don moyen (400 euros par an) ne cesse de progresser. Il a doublé au cours des dix dernières années. Si bien que 2015 a été une année record pour de nombreuses fondations comme la Ligue contre le cancer, avec plus de 40 millions d'euros récoltés, un chiffre en hausse de 20 %. À la Fondation du patrimoine, la hausse des dons est aussi « *sans précédent* » : plus de 8 millions d'euros au premier semestre, en augmentation de 18 % par rapport à 2015.

Santé, social, culture, religion... toutes les causes sont plébiscitées.

Depuis 2001, le nombre de fondations, tous secteurs confondus, a doublé. Au total, la France compte plus de 2 200 fondations qui redistribuent chaque année 7,4 milliards d'euros à des oeuvres. Et depuis la création du statut de fonds de dotation, en 2008, plus de 2 000 fonds ont apporté leur pierre à l'édifice caritatif national. Dans chaque région, les initiatives se multiplient pour venir en aide aux plus démunis ou pour sauver le patrimoine culturel. Dernier exemple, à Valognes, un fonds de dotation a été créé en août pour sauver l'hôtel de Grandval-Caligny, surnommé le « *petit Versailles normand* », ancienne demeure de l'écrivain Jules Barbey d'Aurevilly, en vue d'en faire un site culturel proposant concerts, expositions...

Chez les chefs d'entreprise aussi, les initiatives se multiplient. Dans l'Hexagone, près de trois patrons sur quatre se disent mécène à titre personnel. Le restaurateur Alain Cojean a créé, il y a cinq ans, la fondation Nourrir, Aimer, Donner. Chaque année, il reverse 10 % des bénéfices de son entreprise à sa fondation. Dans la finance, pourtant réputée peu charitable, la Financière de l'Échiquier a créé, il y a onze ans, une fondation pour mener une action caritative directement sur le terrain. Son budget atteint 500 000 euros par an, dont une partie provient des frais de gestion prélevés sur les fonds star de

l'entreprise, Agressor et Excelsior, et l'autre de donateurs. Cette année, pour inciter aux dons, la Financière de l'Échiquier a réuni au *Faust*, sous le pont Alexandre-III, à Paris, un peu plus de 200 personnes, donateurs et responsables d'associations, du Secours catholique à Emmaüs ou encore de l'association Magdalena, qui va à la rencontre des prostituées du bois de Boulogne pour les aider à se réinsérer dans la société.

Au-delà de l'argent versé, la plupart des donateurs mécènes apprécient de rencontrer les associations qu'ils soutiennent afin de mieux cibler leurs dons. Dans cette logique, Alexandre Mars, président de l'Epic Foundation, a développé un outil informatique permettant à chaque donateur de suivre l'usage de ses dons. Par exemple, savoir précisément combien d'enfants ont été vaccinés grâce à l'argent versé. Cela se traduit par une meilleure structuration et une plus grande professionnalisation du secteur associatif, qui essaie de susciter des collaborations concrètes. Cette professionnalisation a déjà entraîné la création de 40 000 emplois depuis 2001.

Si les États-Unis ont une longue tradition philanthropique (95 % de donateurs dans la population pour 224 milliards d'euros de dons!), la France n'a plus à rougir de ses mécènes. Le montant global des dons représente désormais 1,25 % du PIB par habitant (contre 0,56 % en Alle-

magne, 0,16 % en Italie...). Avec le Royaume-Uni, l'Hexagone est considéré comme le pays européen qui présente les incitations fiscales aux dons les plus avantageuses. Même si donner est toujours plus coûteux que ne pas donner, la déduction fiscale s'élève à 66 % du don (75 % pour l'ISF). Au-delà de cet attrait fiscal, comme le rappelle Francis Charhon, « les soucis d'optimisation fiscale sont largement dépassés par des moteurs intimes tels que la foi, une passion personnelle ou la solidarité envers les plus démunis ».

Mais quid de cet élan de générosité en cas de suppression de l'ISF l'an prochain, selon la promesse de la plupart des candidats de droite à la présidentielle? Beaucoup craignent un coup de frein dans cet élan. Selon le baromètre annuel Don ISF de la Fondation des apprentis d'Auteuil, plus d'un donateur sur quatre diminuerait son obole si l'ISF était bel et bien supprimé. Sauf à ce que les futurs candidats promettent d'augmenter le taux de réduction sur l'impôt sur le revenu pour compenser la fin de l'ISF. Une solution qui sa-

tisferait aussi bien les donateurs que les associations et l'État, qui, enfermé dans son endettement, n'a désormais pas d'autre solution que de se servir de la philanthropie pour assurer les missions d'intérêt général. « Quatre milliards d'euros de générosité privée, c'est peu comparé aux budgets de la puissance publique. Mais c'est beaucoup si l'on note qu'elle intervient sur des actions ciblées à très forte valeur ajoutée », analyse Francis Charhon. ■

par Greef-Madelin Marie De

